

# SPOTLIGHT

OCT 2021



**FAMILLE ET ENFANTS  
DE COMBATTANTS  
TERRORISTES  
ÉTRANGERS (FTFS)**

**10** YEARS OF  
RAN



Daniella PISOIU



Angela ANTONOVA



Eva JIMENEZ



Habiba ALI



Laura YLRIUKA



Armin LAAF



Luisa ROEMER



Kerstin SISCHKA

---

**ÉDITORIAL**

Après l'effondrement de l'État islamique (ISIS) en Irak et en Syrie, l'Europe a assisté au retour des combattants terroristes étrangers (FTF) et de leurs familles, qui avaient quitté les États membres de l'UE pour se battre en Irak et en Syrie. Ce phénomène a posé un défi de sécurité important aux États membres, déclenchant un débat politique sur la meilleure manière de gérer leur retour.

Bien que le conflit en Syrie fasse toujours rage, la situation sécuritaire en Irak s'améliore régulièrement, ce qui permet aux FTF et à leurs familles, demeurés dans le pays ou dans des camps en dehors de celui-ci, de se frayer plus facilement un passage pour revenir en Europe. Bien qu'ils ne sont peut-être pas aussi nombreux qu'auparavant à revenir, l'Europe continuera d'accueillir un petit nombre de rapatriés au cours des prochaines années.

La réhabilitation et la réintégration des FTF et de leurs familles dans les communautés de toute l'Europe est donc désormais l'une des tâches les plus urgentes auxquelles sont confrontés les États membres de l'UE et les praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. La nature et l'ampleur de la tâche nécessitent une approche interinstitutionnelle, avec la participation de praticiens travaillant dans de multiples domaines, des prisons aux communautés.

Alors que de nombreux FTF sont envoyés en prison, certaines de leurs familles, les accompagnant dans leur retour, et en particulier leurs enfants – nés en Europe, en Irak ou en Syrie – se retrouvent face à un avenir incertain. L'impossibilité d'utiliser les moyens d'interaction sociale en raison de la pandémie de COVID-19, a rendu la tâche de les réintégrer d'autant plus difficile.

Dans ce numéro de Spotlight, les praticiens du RAN et les responsables de groupe de travail partagent leurs points de vue, leurs idées et leur travail d'intervention auprès des membres des familles et des enfants des FTF, notamment en matière de gestion du traumatisme (éventuellement) subi, la gestion de leur intégration scolaire et le soutien aux familles «laissées pour compte». Bon nombre de ces thèmes ont été abordés par les praticiens du RAN par le biais de groupes de travail et de réunions en petit comité, organisés en 2021.

Comme toujours, nous souhaitons avoir votre avis ! Si vous désirez contribuer aux futures éditions de Spotlight ou si vous avez des idées d'article, d'interview ou de présentation, veuillez prendre contact avec l'équipe de communication du RAN à l'adresse suivante : [ran@radaradvies.nl](mailto:ran@radaradvies.nl)

**L'équipe du RAN**

---

# Contents

03

ÉDITORIAL

08

ARTICLE  
**e défi européen des  
enfants de FTF**

12

FILM  
**Les combattants  
terroristes étrangers  
et leur famille**

14

DOCUMENT  
**Les FTF rapatriés et  
leur famille**

16

EN VEDETTE  
**Coordination des  
rapatriés de la Hesse**

20

ARTICLE  
**Enfants de FTF:  
perspectives de santé  
mentale en vue de leur  
réintégration**

26

DOCUMENT  
**Female Returnees &  
their children**

28

ARTICLE  
**Le soutien aux familles  
de FTF**

34

ENTRETIEN  
**Éviter la stigmatisation  
dans les communautés  
locales**

38

DOCUMENT  
**Les mesures de soutien  
en faveur des enfants  
de retour des zones de  
conflit**

40

TEMPS FORTS  
**L'activité du RAN à  
l'égard des FTF**

42

BIBLIOTHÈQUE  
**Pour en apprendre  
davantage**



# ARTICLE: LE DÉFI EUROPÉEN CONCERNANT LES ENFANTS DE COMBATTANTS TERRORISTES ÉTRANGERS



Daniella PISOIU

Les débats entourant le rapatriement des combattants terroristes étrangers (FTF) des pays de l'UE demeurent passionnés, car les arguments pratiques se heurtent souvent à un mur de sentiments diffus faits de peur et de préjugés en matière de menace, dénués de fondements analytiques. Certaines exceptions ont été récemment faites en ce qui concerne les enfants, cette catégorie de rapatriés posant son propre ensemble de défis en matière de réintégration. Au-delà des arguments juridiques liés aux droits de l'enfant et aux décisions des États concernant leur rapatriement, intervenir en temps voulu auprès de ces enfants, c'est aussi prévenir une nouvelle radicalisation à long terme...

## Qui sont les enfants de combattants terroristes étrangers?

L'une des caractéristiques du programme de Daesh était de construire un État et les structures étatiques correspondantes, ainsi qu'une «nouvelle» société. Cela rendait le projet de Daesh plus attrayant pour les femmes et les familles que pour les précédents combattants djihadistes étrangers, entraînant par la suite le rapatriement d'un nombre accru d'enfants accompagnés de leur mère. Les enfants rapatriés sont donc des enfants qui ont quitté l'UE avec leurs familles, mais aussi parfois des enfants nés dans des zones de conflit. Bien que les chiffres concrets varient, il n'en demeure pas moins que les femmes et les enfants constituent la majorité de la population des camps de détention du nord de la Syrie. Le risque d'une nouvelle radicalisation et la possibilité que des individus traumatisés et socialisés dans des situations de conflit puissent se transformer après leur retour - principalement sur le long terme - en une menace réelle dans leurs pays d'origine, sont autant de questions du débat complexe sur les enfants «revenants».

## Les défis de la réintégration des enfants de FTF

Différentes activités et approches devront être mises en œuvre à leur retour, en fonction de la catégorie d'enfants dans chaque cas particulier. Concernant leur âge, la distinction est généralement faite entre les nourrissons et les tout-petits (0-3 ans), les enfants d'âge préscolaire et les jeunes enfants (4-10 ans) et les adolescents (10-17 ans). Le genre compte également, car les filles auront été confrontées à des situations et des expériences différentes de celles des garçons. En général, on suppose que plus l'enfant est jeune, moins l'endoctrinement aura eu lieu, d'où un besoin moindre de mesures relatives à cet aspect spécifique. En effet, la majorité des enfants rapatriés sont âgés de moins de 10 ans.

Pour les enfants plus âgés, il existe également la possibilité théorique de leur prise en charge par le système judiciaire des mineurs. Pourtant, la recherche et la pratique sur le thème plus large des enfants soldats suggèrent que l'emprisonnement devrait être évité si l'on veut réussir leur réintégration. Dans l'ensemble, et indépendamment du sexe ou de l'âge, les deux principales priorités concernant les interventions auprès des enfants rapatriés

devraient être l'identification et le traitement des traumatismes, et la normalisation. Les enfants qui ont connu des conflits armés sont très susceptibles d'avoir subi des traumatismes multiples et réguliers, liés à divers types de violence, d'abus sexuels, à la faim, la malnutrition, la négligence et l'abandon.

La normalisation fait référence à l'établissement de routines régulières et à l'intégration dans un environnement dans lequel l'enfant n'est pas considéré comme un étranger. Cela nécessite la mise en place d'une coopération entre les différentes entités impliquées dans le traitement de ces cas, et l'implication active des écoles concernées et de leur personnel. Une approche sur mesure doit nécessairement être mise en place, ce qui signifie que chaque cas devra être évalué sur la base de ses propres antécédents, potentiels, risques et opportunités de réintégration, lesquels devront être reflétés dans une évaluation des risques et des besoins. Dans de nombreux cas, il est nécessaire de procéder à des bilans de santé et de prendre des mesures dès l'arrivée des enfants, une évaluation psychologique/psychiatrique et un suivi à long terme étant recommandés, dans le cas où les effets du traumatisme devaient se manifester ultérieurement.

Le maintien d'un contact avec les parents et la famille élargie sont recommandés, à moins qu'ils ne nuisent aux efforts de réintégration. Même dans ces cas, ainsi que pour les enfants dont les parents sont morts ou sont restés dans la zone de conflit, le récit sur l'expérience de la guerre et le rôle des parents est important, afin d'éviter, plus tard, des troubles liés à l'identité. Dans l'ensemble, l'intérêt supérieur et le bien-être de l'enfant doivent rester la priorité. L'expérience montre la facilité des enfants à se remettre plus rapidement d'expériences traumatisantes et de réintégrer la société majoritaire après les conflits. Ainsi, la possibilité d'intervenir à un âge précoce doit être saisie à temps.

*Daniela Pisoiu, PhD* est chercheur à l'Austrian Institute for International Affairs et conférencière à l'Université de Vienne. Elle mène depuis plus de seize ans des recherches sur les processus de radicalisation et est membre du comité de rédaction du réseau de sensibilisation à la radicalisation (RAN).

FILM  
**COMBATTANTS TERRORISTES  
ÉTRANGERS ET LEUR FAMILLE**

Un court-métrage de cinq minutes produit par le RAN aborde le cas des personnes qui rentrent dans leur pays. Quatre points de vue différents sont exposés sur le problème rencontré actuellement par les États membres de l'UE : ceux d'un décideur, d'un chercheur, d'un praticien intervenant auprès des revenants incarcérés et un praticien travaillant dans les communautés. Ils abordent le processus de réadaptation et de réintégration, ainsi que la politique mise en place pour les femmes et les enfants. Le film complet est accessible [ici](#).

FILM

FILM  
COMBATTANTS TERRORISTES ÉTRANGERS ET LEUR  
FAMILLE

OCT 2021  
FAMILLE ET ENFANTS DE COMBATTANTS  
TERRORISTES ÉTRANGERS (FTFS)



**As foreign terrorist fighters [FTFs]  
and their families continue  
to return to Europe**

Un document, élaboré par les praticiens du RAN en 2021, «Combattants terroristes étrangers rapatriés et leurs familles : Le présent document récapitule les approches générales appliquées dans les pays de l'UE et des Balkans occidentaux en matière de rapatriement, en les accompagnant d'exemples concrets de pratiques, profils de coordinateurs, types de collaboration nationales et interinstitutionnelles ainsi que de programmes et interventions de sortie mises en place pour les adultes et enfants de retour dans leur pays. Vous pouvez lire l'intégralité de l'article [ici](#).

DOCUMENT



## Repatriated foreign terrorist fighters and their families: European experiences & lessons for P/CVE

Radicalisation Awareness Network



Authored by Anita Perešin & Daniela PISOIU,  
RAN Expert Pool Members

### REPATRIATED FOREIGN TERRORIST FIGHTERS AND THEIR FAMILIES

This paper outlines general approaches and experiences in the EU and the Western Balkans, followed by some specific practices as well as lessons learned.

According to a recent estimation citing European intelligence sources, around **5 300** men and women from Europe have left for Syria and Iraq since 2012. It is further estimated that around **1 000** children left together with their parents, and that some 600 were born there. Taking into account the several waves of returnees, the war casualties and the fighters who left to join other war theatres, around **2 500** of 5 300 people are believed to still be in these territories. Importantly, the ratio of children returning is much lower: around **1 400** of 1 600 are estimated to remain (not considering war and famine casualties). Arguably, it has been more difficult for families, women and children to return; currently, **most Europeans still remaining in former Daesh territories are in fact women and children**<sup>5</sup>.

### Managing repatriations and working with returnees

Approaches to returning FTFs and their families in Europe vary<sup>6</sup>. Such approaches are typically built on pre-existing programmes, initiatives and legal frameworks designed to deal with terrorism and radicalisation more broadly and depending on local context.

Three broad categories of returnees can be distinguished, as explained below.

- Individuals returning **on their own**. There are several waves in this category: individuals (both male and female) but also families who returned in the early years of the Syrian conflict (2012–2013); next, those who returned during the period of the caliphate; and finally, the individuals returning after its fall. The criminalisation of various additional activities relating to involvement in terrorism (including specific aspects of foreign fighting) was only implemented in 2014 and 2015 in the EU<sup>7</sup> and in the following years in most Western Balkan countries, after amendments to the criminal codes. While 'membership in a terrorist organisation' was previously regarded as a criminal offence, the threat associated with such leavers was considered lower from 2012 to 2014. So early returnees usually remained outside the judicial system; at the time, there was relatively little awareness among leavers about the Daesh atrocities to come, and most returned after a relatively short time.
- Individuals including children (with or without their mothers) who were **actively repatriated** from Syria (the percentage is higher in the Western Balkans; in the EU, the number is limited, and usually involves only young and/or orphan children, and very rarely, their mothers).
- Individuals for whom **secure return** is ensured **from Turkey**.

The two latter categories of repatriation involve specific procedures hinging on diplomatic channels that – for specific countries – are unavailable in the case of Syria. This is flagged by some governments as an obstacle to repatriations.

<sup>5</sup> Renard & Coolsaet, *Children in the Levant: Insights from Belgium on the dilemmas of repatriation and the challenges of reintegration*.

<sup>6</sup> All information which has not been referenced is sourced from expert interviews in Belgium, France, Germany, Albania, Bosnia and Herzegovina, North Macedonia, and Kosovo.

<sup>7</sup> This refers to the implementation of Council Framework Decision 2008/919/JHA that includes three new offences: public provocation to commit a terrorist offence, recruitment for terrorism, and providing (but not receiving) training for terrorism. See Directive (EU) 2017/541 of the European Parliament and of the Council of 15 March 2017 on combating terrorism and replacing Council Framework Decision 2002/475/JHA and amending Council Decision 2005/671/JHA (<https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2017/541/oj>) concerning a number of terrorist offences and offences related to a terrorist group, as well as offences related to terrorist activities, such as public provocation to commit a terrorist offence, recruitment for terrorism, providing training for terrorism, receiving training for terrorism, and travelling for the purpose of terrorism.

EN VEDETTE

# Coordination des rapatriés en Hesse...

Luisa ROEMER and Armin LAAF



Depuis l'arrêt des activités de l'État islamique en raison de sa perte de territoire et de main-d'œuvre, l'Allemagne a été confrontée au défi du rapatriement et de la réintégration des derniers FTF et de leurs familles. Environ 1 070 personnes avaient quitté l'Allemagne pour rejoindre et soutenir une organisation terroriste...

**Depuis l'arrêt des activités de l'État islamique en raison de sa perte de territoire et de main-d'œuvre, l'Allemagne a été confrontée au défi du rapatriement et de la réintégration des derniers FTF et de leurs familles. Environ 1 070 personnes avaient quitté l'Allemagne pour rejoindre et soutenir une organisation terroriste. La plupart d'entre elles ont vécu pendant plusieurs années dans des zones de conflit djihadistes en Syrie et en Irak. Aujourd'hui, la majorité des femmes et des enfants résident dans des camps de réfugiés, en attente d'une opportunité de retour. Pendant ce temps, les autorités allemandes restent vigilantes car ces citoyens allemands, potentiellement très radicalisés, pourraient présenter risque accropour la sécurité.**

Afin de coordonner toutes les mesures répressives, préventives et sociales nécessaires, l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge) a lancé, début 2019, le projet modèle «Coordination pour le retour de Syrie et d'Irak des FTF et de leur famille». Ce projet a été mis en œuvre dans sept États fédéraux particulièrement touchés, dont l'État de Hesse. En Hesse, le siège de la coordination des rapatriés se trouve dans le bureau de police criminelle de l'État de Hesse, et est dirigé par deux politologues.

La coordination des rapatriés sert d'interface centrale d'information entre tous les acteurs impliqués aux niveaux fédéral, étatique et local, y compris les autorités de sécurité, les organismes publics, les communautés locales et les organisations de la société civile. Cela signifie que nous ne sommes pas en contact direct avec les rapatriés, mais que nous nous identifions plutôt en tant que prestataires de services et aidons avant tout les aidants. Au cours de ces deux dernières années, nous avons mis en place avec les acteurs de différents secteurs un réseau étendu et fiable. Nous mettons en relation et soutenons ces acteurs dans leurs efforts de déradicalisation et de réintégration des personnes, des familles et des enfants de retour dans la société. De plus, nous proposons des formations et organisons des réunions visant à renforcer la sensibilisation et favoriser une compréhension nuancée du phénomène. Ces mesures offrent un confort dans le traitement des cas et contribuent à l'atténuation des opinions tranchées, voire du scepticisme. Nous organisons et gérons également le flux des informations nécessaires en fonction de la demande, à tous les niveaux, afin de garantir un échange et une coordination efficaces des mesures.

L'objectif fondamental de la Coordination des rapatriés est de favoriser un traitement multidisciplinaire et holistique des cas (concernant à la fois des adultes et des enfants), selon les trois phases : départ et séjour en Syrie ou en Irak, rapatriement et réintégration en Allemagne. Au cours de la première phase, nous collectons et traitons des informations sur les cas individuels. Dans la deuxième phase, nous contribuons à préparer leur retour en collaborant avec les agences fédérales. Dès que la date et l'heure du rapatriement sont confirmées, nous informons les acteurs sociaux et de la société civile concernés selon une chaîne de

signalement prédéterminée. En général, nous sommes les premiers à initier la prise de contact avec chacun des cas. Au cours de la troisième phase, la Coordination des rapatriés offre une plate-forme d'échange régulier et durable d'informations, au moyen de tables rondes. Entre temps, nous consignons avec précision les mesures actuelles et envisagées à un niveau bilatéral, afin d'identifier les lacunes ou d'introduire de nouveaux acteurs. Nous sommes fiers d'être toujours accessibles et à l'écoute à l'égard des problèmes et défis qui se posent. Cette approche holistique vise à la fois à minimiser le danger potentiel pour la société posé par les rapatriés et à maximiser les chances d'une réintégration réussie et durable.

La coopération entre les différents acteurs est basée sur la confiance, la transparence et la praticité. Nous n'intervenons jamais dans le domaine de la responsabilité et des compétences décisionnelles d'un acteur, et informons généralement notre hiérarchie ou les points de contact désignés. Nous respectons les réglementations en matière de protection des données et agissons de manière générale selon le principe du besoin d'en connaître, car nous souhaitons éviter que les cas ne deviennent publics et craignons la stigmatisation et les réactions négatives à l'encontre des rapatriés.

En conclusion, la Coordination des rapatriés contribue de manière significative à la gestion globale du rapatriement et de la réintégration des FTF et de leurs familles et est perçue comme une interface centrale précieuse proposant un large éventail de fonctions et de mécanismes de soutien. with a diverse range of functions and support mechanisms.



# ARTICLE: ENFANTS DE FTF: PERSPECTIVES DE SANTÉ MENTAL EN VUE DE LEUR RÉINTÉGRATION



Dr. Eva  
JIMENEZ

Le phénomène des combattants terroristes étrangers (FTF) n'est pas nouveau. Cependant, la prise de conscience de la nature de la menace constituée par les combattants terroristes étrangers en UE s'est accrue ces dernières années...

**Il est également désormais largement admis que de nombreux FTF souffrent de troubles psychologiques et ont mis en place un mécanisme de compensation à l'égard des traumatismes potentiels impliquant l'attaque d'autres personnes (ils ont pu subir un lavage de cerveau, apprendre à utiliser des bombes contre des cibles humaines, leur tolérance à l'égard de la violence extrême s'étant significativement accrue, et recevoir le soutien de groupes qui non seulement excusent leurs actions, mais les honorent).**

Ainsi, l'action des praticiens de la santé mentale est nécessaire afin de contribuer à prévenir la radicalisation, d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de réadaptation et de réintégration pour les FTF de retour et leurs familles. Cette brève analyse met en lumière la réalité dramatique des enfants affectés par le phénomène des combattants étrangers.

Selon le cadre international des droits de l'homme, tous les enfants mineurs associés aux parties au conflit devraient être essentiellement traités comme victimes de recrutement et d'abus. En outre, il a été observé que les enfants qui ont été recrutés et utilisés dans le cadre d'hostilités sont ensuite souvent doublement victimisés et détenus pour leur association antérieure avec des forces ou des groupes armés.

On sait que certains enfants ont été maltraités, torturés et/ou violés. Ainsi, la moitié des enfants de FTF souffrent de séquelles psychologiques à long terme. Les conclusions de recherches menées sur les dommages psychologiques causés sur ces enfants mineurs peuvent être résumées par les points suivants :

- L'existence d'une association significative et constante entre le lien avec des FTF et le risque de présenter des altérations psychopathologiques et sociales (niveaux élevés d'anxiété, de stress post-traumatique, manifestations de colère, dépression, signes avant-coureurs élevés, peurs nocturnes, sentiments d'insécurité, faible estime de soi, manque d'empathie, difficultés d'intégration sociale);
- La qualité de vie de ces enfants est inférieure à celle de la population «normale» du même âge;

- Être le fils/la fille ou le frère ou la sœur d'un FTF est significativement associé à un risque accru de troubles de la santé mentale;
- Lorsque l'enfant perçoit le soutien familial comme étant rare, insuffisant ou nul, le risque qu'il développe des altérations psychopathologiques augmente significativement.

La synthèse de ces résultats permet de conclure que ces enfants constituent un groupe clairement vulnérable quant au risque de présenter, en conséquence, des troubles émotionnels susceptibles d'affecter la qualité de leur vie et leurs relations intimes.

La question de savoir que faire des enfants anciennement associés à des groupes terroristes est plus aiguë que jamais. Ces enfants sont des victimes mais pourraient également constituer une menace pour la sécurité. Si les très jeunes enfants nés dans des groupes terroristes n'ont pas accès à un autre type d'existence avant d'être trop marqués, ils risquent eux-mêmes de se laisser enrôler dans des cercles extrémistes à l'avenir.

Ces mineurs présentent des atteintes psychologiques de diverses natures. Les symptômes et syndromes cliniques les plus fréquents incluent la dépression, le stress post-traumatique, les crises de panique, la colère et l'agressivité, la tendance à la consommation de drogues, ainsi que des comportements extrêmes de peur et d'évitement (comportements phobiques). Dès lors, l'essentiel est de s'assurer de leur admissibilité aux prestations de soutien offertes par les programmes de protection de l'enfance et à leur réinsertion dans la société.

Il existe encore de nombreux défis, l'un d'entre eux étant de reconnaître le besoin urgent pour les États membres de l'UE de développer des approches adaptées, spécifiques et adaptées au contexte en faveur de ces enfants, afin d'assurer le succès de leur réadaptation et de leur réintégration. Trouver l'équilibre adéquat entre la sécurité de nos sociétés et la réponse aux besoins de réintégration de ces enfants demeure un défi.

**“La synthèse de ces résultats permet de conclure que ces enfants constituent un groupe clairement vulnérable quant au risque de présenter, en conséquence, des troubles émotionnels susceptibles d'affecter la qualité de leur vie et leurs relations intimes.”**

**Dr. Eva María Jiménez González** est codirectrice du Groupe de travail Santé mentale du RAN. Docteure en psychologie clinique et médico-légale et directrice de l'Institut de psychologie médico-légale du ministère de la Justice en Espagne, elle est membre de l'équipe d'observateurs pour les missions de maintien de la paix hébergés par les ministères de la Défense dans les États membres, sous les auspices des Nations Unies. Elle est également directrice du Master international en psychologie clinique et médico-légale à l'Université internationale de Menéndez Pelayo.

Un article, produit par le Réseau de prévention de la violence (VPN) en 2020, «Female Returnees and their Children» («Les femmes rapatriées et leurs enfants»), fournit aux praticiens un aperçu des aspects psychologiques et psychosociaux du rapatriement, de la réadaptation et de la réintégration des femmes et des enfants, en explorant en profondeur la problématique du traumatisme. Vous pouvez lire l'intégralité de l'article [ici](#).



## Female Returnees and their children

Psychotherapeutic perspectives on the rehabilitation of women and children from the former territories of the so-called Islamic State

Publication Series  
Issue 4

Kerstin Sischka

in cooperation with  
Christoph Bialluch and Claudia Lozano



**Kerstin  
SISCHKA**

Violence Prevention Network Publication Series Issue 4: Returnees and their children

### Jihadi socialisation in the training camps

In the training camps for the "cubs of the caliphate", jihadi education intensified for some of the children and adolescents from 12 years of age, sometimes even earlier. This education, sometimes lasting several months, focused on in-depth, religious indoctrination, weapons training and physical combat training. Children and adolescents who were brought to the jihadists in the training camps often had to participate in extreme violence. They were forced to watch videos of beheadings, be present at executions and even kill prisoners. Disobedience was brutally punished. Some of these children and adolescents were forced to join "IS" because their families were blackmailed or threatened. Others were orphans or, as with the Yazidi children, kidnapped and brought to the training camps. Some were even sent there by their jihadi parents (Bouzar/Benezech 2019).

The totalitarian ideology in these training camps focused on an elite identity of the boys, who became both victims and perpetrator. Those who were recruited and trained by "IS" were given a feeling of being chosen and were given a higher social status at the start of the "caliphate" - which was also to prevent the recruits from turning to other ways of life. After completing their training, young people were given specific roles in the terror militia, be it as fighters, guards, spies, propagandists or similar roles (Vale 2018, van der Heide/Alexander 2020).

It was not uncommon for children to be used as suicide bombers with the promise of a "reward in paradise".

### 1.2 Germans who left to join "IS"

While "IS" was conquering and expanding, it used propaganda to intensively recruit foreign supporters. The key message was that Hijrah (leaving to join the "caliphate") is a duty for every Muslim. Everyone could find their place for a "good life", a high standard of living and a useful purpose in Islamic State. The propaganda mainly targeted young people who would start families and have children.



Between 2013 and 2018, around 5,000 young people left Europe to go to "IS"-controlled regions, around 1,050 of them were from Germany (BKA/BfV/HKE 2016). They were mainly young adults between 18 and 29 years of age, although the figure also included a certain number of minors. The majority of those who left Germany (N=784) were German citizens, 79 % male and 21 % female. It was known that 37 % of the group (290 people) had children at the time that they (first) left Germany (BKA/BfV/HKE 2016). Some of these 784 people, mostly women, left Germany with children to join "IS". According to their ideological beliefs, they often saw it as the only possible way to give their children a "better world under God's law" and not to leave the child to the "dark forces of the infidels".

Using children as bait to recruit younger Europeans was an explicit part of the "IS" strategy. The propaganda films often showed happy children laughing in playgrounds or with their fathers in leisure parks, as well as schools, orphanages and seemingly well-equipped hospitals. This was how the "caliphate" portrayed itself to be a child-friendly country and these propagandist sequences affected many young women who felt drawn to the idealising images (Bouzar/Benezech 2019).

# ARTICLE: LE SOUTIEN AUX FAMILLES DE FTF



Angela  
ANTONOVA

Au sein du Réseau de sensibilisation à la radicalisation (praticiens du RAN), lorsque nous abordons la question des combattants terroristes étrangers (FTF) partant pour la Syrie ou l'Irak, nous concentrons également notre attention sur tout un réseau de personnes affectées par le départ, la mort ou le retour d'un FTF - qu'il s'agisse d'un partenaire, d'enfants, de (grands-) parents ou de frères et sœurs...

Au cours des deux dernières années, nous avons discuté des meilleurs moyens d'impliquer les familles des FTF dans le processus de resocialisation et de réintégration des FTF de retour. Nous avons également abordé d'autres scénarios. un soutien doit être apporté aux familles dont l'enfant, petit enfant, frère ou sœur, parent ou autre membre de la n'est pas encore rentré au pays ou n'y reviendra jamais. Au sein du groupe de travail du RAN Familles, Communautés et Aide sociale, nous convenons tous qu'il est vital que ces familles «laissées pour compte» demeurent des membres solides et actifs de la société dans son ensemble, et reçoivent donc un soutien axé sur des solutions.

Un FTF peut provenir de n'importe quelle famille, la mienne, la vôtre ou la famille de nos voisins, mais tous les membres des familles FTF sont confrontés à des défis similaires.

Lors de la réunion intitulée «Familles de FTF», du groupe de travail du RAN sur Familles, Communautés et Aide sociale (FC&S), qui s'est tenue les 29 et 30 juin 2020, nous avons identifié les principaux défis qui se posent pour les familles de FTF :

**- Faire face aux conséquences psychologiques du départ, du décès ou du retour d'un combattant terroriste étranger.**

Ils doivent faire face à un déluge d'émotions (qui varient selon la personne et la situation), telles que colère, chagrin immense, mais aussi culpabilité et honte. Ils se trouvent face à des dilemmes angoissants. d'un côté certaines familles sont révoltées par les actes du combattant, de l'autre, il leur manque désespérément. La sphère familiale du combattant ressent de nombreux doutes (revera-t-elle le membre parti combattre ?). Le chagrin est notamment important lorsqu'un combattant terroriste étranger meurt en zone de conflit et qu'aucune information n'est disponible. Par ailleurs, certains membres de la famille sont en contact avec le combattant qui subit ou a subi de nombreuses atrocités en zone de conflit ou dans un camp de réfugiés (gardes agressifs, manque d'eau potable, absence de soins médicaux, etc.), ce qui peut aussi être traumatisant.

**- Gérer la stigmatisation dans le réseau social, la communauté et/ou la société de la famille.** la plupart des gens sont extrêmement conscients des atrocités commises par Daesh, Al-Qaïda et les autres groupes extrémistes violents. Les personnes revenant de ces organisations terroristes seront en

butte à la méfiance et à l'hostilité. Cependant, les familles de FTF sont confrontées à la stigmatisation même alors que le membre de leur famille n'est pas (encore) revenu. Leur cas est souvent abordé dans les médias et les membres des communautés et des villes auxquelles ces familles appartiennent en ont une mauvaise image. Le sentiment d'avoir échoué en tant que (grand)parent peut également aggraver le sentiment d'isolement. De leur côté, les enfants des familles de combattants terroristes étrangers sont victimes de stigmatisation et d'intimidation et mis à l'écart par leurs camarades.

**- Gérer les relations avec les autorités (locales ou nationales).**

les familles cherchent désespérément à savoir ce que devient leur membre parti combattre, comment le faire revenir et ce qui se passera vraiment quand/s'il revient. Les familles n'ont souvent aucune idée de ce que sont les structures d'accompagnement (psychologique, pratique, juridique, organisationnel) organisées dans leur ville, ou ignorent même leur existence, ces familles pouvant également rencontrer des difficultés à joindre la bonne personne, apte à leur apporter un soutien en réponse à des besoins spécifiques. De plus, dans de nombreux cas, ces familles ressentent grande méfiance vis à vis du système, ce qui les rend encore plus difficiles à aider. Les participants ont donc indiqué que les familles de combattants terroristes étrangers se sentent souvent oubliées et mises à l'écart. Cette méfiance est aggravée par la situation de la personne partie combattre, par exemple si elle est détenue dans un camp à l'étranger et le fait que les autorités ne souhaitent pas la faire revenir.

**- Gérer les questions pratiques et juridiques.** Les familles ignorent pour la plupart le cadre juridique entourant le terrorisme et ne savent pas si elles enfreignent la loi par inadvertance lorsqu'elles tentent de faciliter ou d'accélérer le retour d'un membre de leur famille (par exemple en leur envoyant de l'argent ou en essayant de les aider à rejoindre un camp), ou lorsque le statut du membre de leur famille n'est pas clair. Il arrive que le décès du combattant terroriste ait été communiqué, mais que les membres de sa famille ne sachent pas comment se procurer son certificat de décès. Hormis les aspects légaux associés aux activités criminelles, variables d'un État membre à l'autre, les familles se débattent au quotidien avec des problèmes pratiques

tels que difficultés financières liées à la disparition d'un membre de la famille, formalités administratives et organisationnelles, problèmes de logement/travail/école, demandes des médias, etc.

Quoi qu'il en soit, il existe également dans ces cas des solutions efficaces. Un exemple de bonne pratique concerne l'engagement précoce des familles des FTF dans le processus de rapatriement et de réhabilitation : Très tôt, nous fournissons des informations aux familles sur l'emprisonnement et les impliquons dans le processus lorsqu'un combattant terroriste étranger de retour dans le pays est incarcéré; faire visiter une prison à la famille et familiariser ses membres avec l'environnement, les règles et même le personnel sont des exemples de pratiques existantes intéressantes.

Les familles ne sont pas les seules à être impactées par le départ ou le retour d'un combattant terroriste étranger. Au cours de la réunion, les praticiens chargés de veiller au bien-être de ces familles ont souligné le fait qu'ils sont eux aussi affectés par le travail qui leur est confié. Les praticiens se sentent mis à l'épreuve dans leur travail, de diverses manières, telles que : Comment établir un climat de confiance? Comment gérer l'attention des médias ? comment apporter le soutien adéquat aux familles ?

Les travailleurs familiaux, communautaires et sociaux jouent un rôle crucial dans le soutien aux familles et notamment aux enfants des FTF, aussi bien lorsqu'un membre de la famille part ou revient, disparaît ou décède. Ces praticiens de première ligne peuvent également trouver du soutien, de la reconnaissance et de l'inspiration pour leur travail auprès du groupe de travail RAN FC&S, qui rassemble des dirigeants communautaires, des travailleurs familiaux, des éducateurs, des enseignants, des travailleurs sociaux et des chefs religieux.

**“Les familles ne sont pas les seules à être impactées par le départ ou le retour d'un combattant terroriste étranger. Au cours de la réunion, les praticiens chargés de veiller au bien-être de ces familles ont souligné le fait qu'ils sont eux aussi affectés par le travail qui leur est confié.”**

**Angela Antonova** est co-responsable du groupe de travail du RAN Familles, Communautés et Aide sociale. Elle a plus de trente ans d'expérience dans les domaines de la psychologie, du travail socio-éducatif, de l'anthropologie, du travail social clinique, ce qui lui a permis d'acquérir une compréhension des problèmes de santé mentale qui sous-tendent souvent une dérive vers la radicalisation. Elle est co-fondatrice de l'Association bulgare des travailleurs sociaux et du Réseau des psychologues de Bulgarie.

# Entretien : Éviter la stigmatisation dans les communautés locales



**Habiba ALI**

**Nous avons rencontré Habiba Ali, coordinatrice de programmes pour le réseau finlandais des artisans de paix religieux et traditionnels, et l'avons interrogée sur son travail de soutien aux enfants de combattants terroristes étrangers.**

## **Comment travaillez-vous actuellement avec les enfants de FTF?**

Nous soutenons les familles, et les jeunes en particulier, touchés par la radicalisation violente et l'extrémisme, ainsi que les autorités publiques (y compris la police, les travailleurs sociaux et autres travailleurs municipaux), les communautés religieuses et d'autres organisations œuvrant pour prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation et lutter contre les traumatismes qu'ils causent.

## **À quelles difficultés les enfants sont-ils confrontés lors de leur réintégration dans leurs communautés locales ?**

Les enfants de FTF sont souvent confrontés à la stigmatisation et sont souvent traumatisés et désorientés par leurs expériences et la nouvelle réalité à laquelle ils sont désormais confrontés à leur retour dans leur communauté locale. Il leur est donc difficile de se réintégrer. Tout enfant revenant d'une zone de conflit peut être traumatisé, mais cela est aggravé lorsque la société le traite, à son retour, comme faisant partie du problème ou le blâme pour les actions de ses parents. La stigmatisation complique la recherche d'aide de ces enfants, la communauté locale pouvant ne pas vouloir s'associer à des personnes liées d'une manière ou d'une autre au terrorisme, ce qui augmente l'isolement. Par ailleurs, les autorités locales peuvent ne pas comprendre quel est leur rôle dans le processus de réintégration.

## **Quels peuvent être les effets à long terme de la stigmatisation?**

S'ils ne reçoivent pas de soutien, n'établissent pas de nouvelles relations et ne trouvent pas un moyen de participer à la société, ces enfants peuvent tomber dans la dépression ou adopter un comportement antisocial. Cela peut également avoir un impact sur l'intégration et la participation à l'éducation et à la vie professionnelle. Ne pas être accepté de nouveau dans la société peut être un facteur les poussant vers les groupes extrémistes.

### **Quelle est l'importance des communautés locales dans la réussite de la réadaptation de ces enfants?**

Les communautés locales ont souvent un rôle crucial. La prévention de la radicalisation et la réussite de la réhabilitation et de la réintégration de ces jeunes ne peuvent être réalisées sans le soutien d'un réseau plus large de personnes, toutes travaillant pour soutenir le jeune, y compris les membres de la famille, d'autres proches, la communauté locale et les autorités locales.

### **Est-ce aussi simple que de proposer des «projets communautaires» ou cela nécessite-t-il une approche à plusieurs niveaux?**

Nous avons besoin d'une approche multi-niveaux, interinstitutionnelle et intégrée. Cela nécessite la participation de nombreux acteurs différents, travaillant ensemble en collaboration et de manière coordonnée pour soutenir les jeunes dans leur cheminement pour devenir des membres productifs de la société et se construire un avenir. Cela signifie que les écoles, les autorités locales, les services de soutien, les familles et les communautés doivent travailler ensemble.

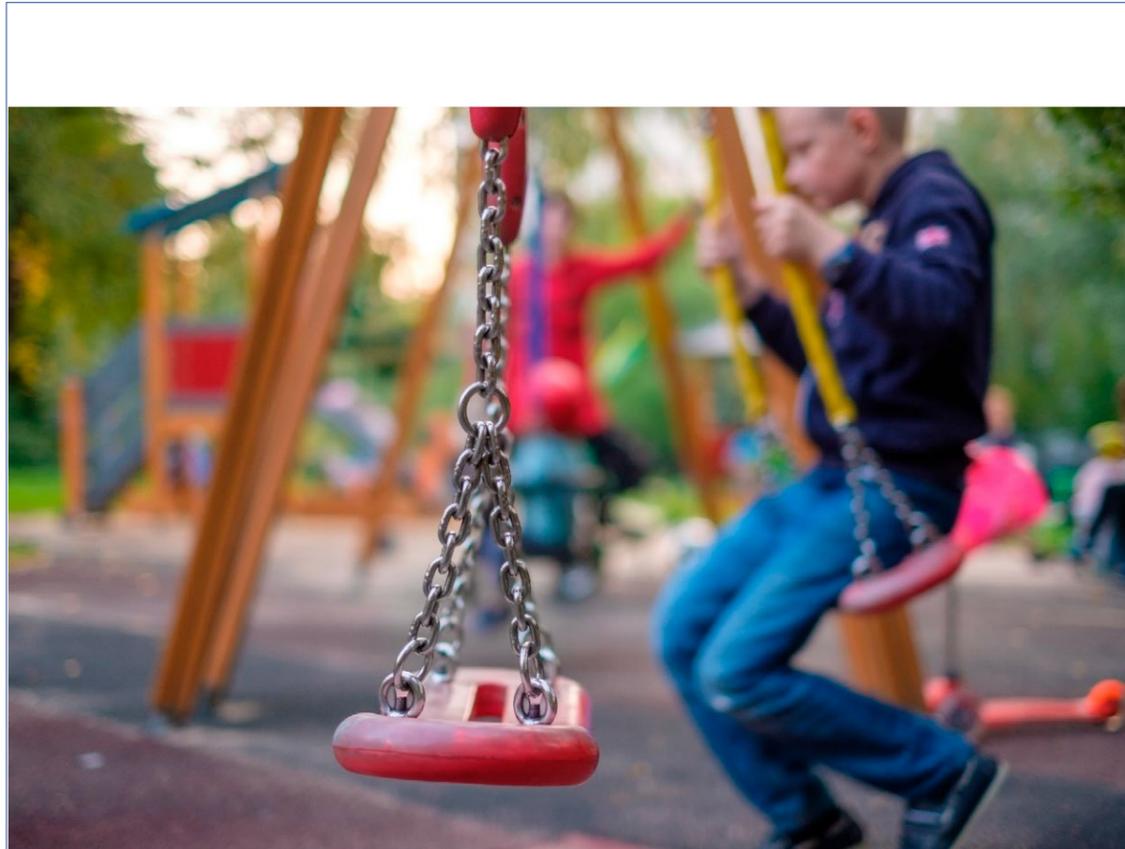
### **Quels sont les derniers conseils que vous donneriez ici aux praticiens ?**

Pour que ce travail soit efficace, la confiance est la clé, et pour cela, il est nécessaire d'éprouver de l'empathie. Méfiez-vous des traumatismes indirects, prenez soin de votre propre santé et recherchez un soutien lorsque vous vous sentez parfois épuisé. Informez-vous en permanence et restez au courant des meilleures pratiques, comprenez qu'il n'y a pas de solution unique, ayez une image claire de votre propre rôle, de vos responsabilités et de vos limites, ayez une attente réaliste du travail lui-même, et faites participer autant que possible les victimes à la prise de décision.

**“Les communautés locales ont souvent un rôle crucial. La prévention de la radicalisation et la réussite de la réhabilitation et de la réintégration de ces jeunes ne peuvent être réalisées sans le soutien d'un réseau plus large de personnes.”**

**Le Laura Ylriuka PHD**, Docteur en sciences sociales et professeure associée en travail social, responsable du développement de la protection de l'enfance au THL (Institut finlandais de la santé et du bien-être).

Un article, produit par le Centre d'excellence sur le bien-être social dans la région métropolitaine d'Helsinki (SOCCA) en 2021, «National modelling for arranging long-term support measures for children returning from conflict zones and their family members» («Modélisation nationale pour l'organisation de mesures de soutien à long terme en faveur des enfants de retour des zones de conflits et des membres de leur famille»), présente aux praticiens un processus en trois étapes pour l'accompagnement à long terme des enfants, visant à leur procurer une vie quotidienne sûre et fonctionnelle. Vous pouvez lire l'intégralité de l'article [ici](#).



## National modelling for arranging long-term support measures for children returning from conflict zones and their family members

Expert report  
2021

## 2 KEY CONCEPTS AND CONTEXT

### 2.1 Key concepts

**Family** means a group of people interconnected by blood relations, marriage, or other close relationships whether by family ties or cohabitation (or any combination of the above).

**Child** means an individual under 18 years of age.

**Returnee** means an individual who has left Finland or has been taken from Finland to another country and who is either returning to Finland or has expressed a desire to return to Finland. Children of such individuals born outside Finland are also referred to as returnees.<sup>1</sup>

**Conflict zone** means a geographical area where an armed conflict within a country or between countries is ongoing and may be considered to pose a danger to the life or health of civilian individuals traveling to the area.<sup>2</sup>

**Child returning from a conflict zone** means, for the purposes of this modelling, an underage returnee arriving in Finland from a conflict zone. Children may be in different situations depending on which of their parents and close family members are actively involved in their lives, and depending on whether their parents are alive, whether they are returning to Finland with them and whether both child's parents are the child's guardians or only one of them.

**Violent Islamist<sup>3</sup> extremism** means an extreme ideology that condones and encourages violence towards people of other faiths. Islamist groups encouraging violence include the Sunni-oriented ISIS (Islamic State of Syria and Levant).<sup>4</sup> In violent extremism, individuals undergo a **radicalization process**

<sup>1</sup> These definitions are based on the RAN Ex post paper Nice 2017, whose guideline for working with radicalized families was adopted as part of the long-term support process in the modelling.

<sup>2</sup> National Institute for Health and Welfare, undated.

<sup>3</sup> There are about 1.6 million Muslims in the world. The largest major branch is Sunni Islam, whose fundamentalist and ultra-conservative faction is referred to as Salafism. Salafism, in turn, has a violence-oriented branch known as Jihadism. The other major branch of Islam is Shia Islam. Islamism means politicized Islam. (Kaleva, 2018.)

<sup>4</sup> RAN Centre of Excellence 2019.

## Temps Forts: Activité du RAN sur la FTFs

Pour participer, vous impliquer ou simplement obtenir plus d'informations sur le travail des praticiens du RAN sur les FTF, vous trouverez de plus amples informations ci-dessous.

Compte tenu de la pandémie, les activités auront lieu en ligne. Les connaissances et résultats obtenus dans le cadre de ces réunions seront publiés dans le RAN Update et sur le site Web du RAN. Tenez-vous informé(e) des mises à jour sur les comptes du RAN sur les médias sociaux.

Pour plus d'informations sur les activités du RAN, consultez l'Agenda du RAN, accessible [ici](#).

TEMPS FORTS



### Groupe de travail Réadaptation

FTF de retour – les points de vue des praticiens pour améliorer les différentes phases du processus de retour



### Réunion en petit comité

FTF rapatriés : piste pour la réconciliation post-conflit



### Document

Gestion et réintégration des FTF de retour et des membres de leur famille: accent sur les femmes de retour et sur la gestion des cas d'enfants de retour et de leurs mères

# BIBLIOTHÈQUE: En savoir plus

Si vous voulez en savoir plus sur le thème des prisons, de la réadaptation et de la réintégration, vous pouvez contacter le personnel du RAN, consulter la [Collection des pratiques inspirantes du RAN](#) ou parcourir certains des derniers [articles du RAN](#). Nous avons intégré certains d'entre eux à la collection d'articles intéressants et pertinents ci-dessous que nous avons soigneusement sélectionnés.

RAN (2021)

[Gérer le retour des enfants et de leurs mères de Daesh'](#)

RAN (2020)

[RAN \(2020\) LOCAL - Communications locales lors du rapatriement des FTF et/ou des membres de leur famille'](#)

RAN (2019)

[femmes et enfants de retour dans leur pays – étude d'une expérience en cours sur le terrain'](#)

RAN (2019)

[Protéger les enfants réfugiés à problème en milieu scolaire'](#)



Cette publication a été commandée par la Commission européenne et a été préparée par REOC Communications pour le compte de RadarEurope, une filiale de RadarGroup.